



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

**BOAMP.fr**

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

## Avis de marché

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:25-27686>

Département(s) de publication : **75**

Annonce n° **25-27686**

---

### Section 1 - Acheteur

#### 1.1 Acheteur

**Nom officiel** : Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**Forme juridique de l'acheteur** : Autorité publique centrale

**Activité du pouvoir adjudicateur** : Affaires économiques

### Section 2 - Procédure

#### 2.1 Procédure

**Titre** : Achat, intégration et maintien en condition opérationnelle de matériels audiovisuels et de visioconférence pour des salles de réunions complexes, des grandes salles de réunion et des espaces de production audiovisuels pour le Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

**Description** : Le présent marché porte sur l'achat, l'intégration et le maintien en condition opérationnelle de matériels audiovisuels et de visioconférence pour des salles de réunions complexes, des grandes salles de réunion et des espaces de production audiovisuels pour le Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

**Identifiant de la procédure** : e7420235-af75-4446-b60e-4ce761b56b11

**Identifiant interne** : LL-10-2025

**Type de procédure** : Ouverte

#### 2.1.1 Objet

**Nature du marché** : Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv )** : 32321300 Matériel audiovisuel

**Nomenclature supplémentaire ( cpv )** : 32321200 Équipement audiovisuel

#### 2.1.2 Lieu d'exécution

**Adresse postale :** SNUM - Secrétariat général des Ministères économiques et financiers  
64 allées de Bercy

**Ville :** PARIS

**Code postal :** 75012

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

### 2.1.3 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 4,150,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 12,450,000 Euro

### 2.1.4 Informations générales

**Informations complémentaires :** Conformément aux articles R.2162-2, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique, la consultation est lancée sous la forme d'un accord-cadre mono-attributaire qui ne donnera pas lieu à la passation de marché subséquent. L'accord cadre est exécuté par l'émission de bons de commande. L'accord-cadre est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 12 450 000 euros HT. Ce montant vaut pour la durée totale de l'accord cadre, reconductions comprises. A titre indicatif, l'estimation de l'accord-cadre est de 4 150 000 Euros HT sur sa durée totale (reconductions comprises).

**Base juridique :**

Directive 2014/24/UE

### 2.1.6 Motifs d'exclusion

Motifs d'exclusion purement nationaux : Autres motifs obligatoires d'exclusion tels que prévus par le Code de la Commande Publique et dans le DCE

## Section 5 - Lot

### 5.1 Identifiant technique du lot : LOT-0001

**Titre :** Achat, intégration et maintien en condition opérationnelle de matériels audiovisuels et de visioconférence pour des salles de réunions complexes, des grandes salles de réunion et des espaces de production audiovisuels pour le Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

**Description :** Le présent marché porte sur l'achat, l'intégration et le maintien en condition opérationnelle de matériels audiovisuels et de visioconférence pour des salles de réunions complexes, des grandes salles de réunion et des espaces de production audiovisuels pour le Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

**Identifiant interne :** LL-10-2025 Achat, intégration et maintien en condition opérationnelle de matériels audiovisuels et de visioconférence pour des salles de réunions complexes, des grandes salles de réunion et des espaces de production audiovisuels pour le Secrétariat général du Ministère de l'Economie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique (MEFSIN)

#### 5.1.1 Objet

**Nature du marché :** Fournitures

**Nomenclature principale ( cpv ):** 32321300 Matériel audiovisuel

**Nomenclature supplémentaire ( cpv ):** 32321200 Équipement audiovisuel

**Options :**

**Description des options :** Accord-cadre reconductible 2 fois pour une durée de 12 mois.

#### 5.1.2 Lieu d'exécution

**Subdivision pays (NUTS) :** Paris ( FR101 )

**Pays :** France

**Informations complémentaires :** Les lieux d'exécution des prestations sont indiqués à l'article 8 du Cahier des Clauses particulières (CCAP) et à l'annexe 1 du CCTP « Liste des sites ».

#### 5.1.3 Durée estimée

**Date de début :** 11/06/2025

**Durée :** 2 An

#### 5.1.4 Renouvellement

**Nombre maximal de renouvellements :** 2

**L'acheteur se réserve le droit d'effectuer des achats supplémentaires auprès du contractant, comme décrit ici :** En application de l'article R21227du Code, l'acheteur peut conclure un marché de prestations similaires avec le titulaire du marché.

#### 5.1.5 Valeur

**Valeur estimée hors TVA :** 4,150,000 Euro

**Valeur maximale de l'accord-cadre :** 12,450,000 Euro

#### 5.1.6 Informations générales

**Participation réservée :** La participation n'est pas réservée.

Projet de passation de marché non financé par des fonds de l'UE

**Le marché relève de l'accord sur les marchés publics (AMP) :** oui

**Informations complémentaires :** Lorsque le candidat attributaire de l'accord cadre est constitué en groupement, il optera avant la notification de l'accord cadre pour la forme soit de groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. Dans tous les cas, le mandataire est solidaire de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur, en ce qui concerne l'exécution de l'accord cadre.

#### 5.1.9 Critères de sélection

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Chiffres d'Affaires

**Description :** Déclaration concernant le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre, portant sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Effectifs

**Description :** Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années

**Critère :**

**Type :** Capacité technique et professionnelle

**Nom :** Références

**Description :** Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant le cas échéant, la date et le destinataire public ou privé. Pour les candidats dans l'impossibilité, à raison de leur création récente, de produire la liste susmentionnée, il est demandé de fournir l'indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et /ou des cadres de l'entreprise.

#### 5.1.10 Critères d'attribution

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** 1. La qualité technique notée sur 40 points analysée au regard du mémoire technique du candidat, et au regard des 2 sous-critères suivants : Sous-critère technique N1 (noté sur 10 points, coefficient 2) : Qualité des équipements proposés pour répondre à la demande de la personne publique. Il est attendu du candidat qu'il renseigne à l'appui de son offre les éléments suivants : Un descriptif de la méthodologie envisagée : · pour la prise en charge des demandes de commande de matériels · pour la gestion des délais d'approvisionnement et de livraison et de méthodologie envisagée en cas de rupture de matériels (notamment en cas de pénurie, fin de vie). Un descriptif de la méthodologie envisagée pour garantir la réparation des matériels. Sous-critère technique N2 (noté sur 10, coefficient 2) : Compétences et organisation de l'équipe dédiée à l'exécution des prestations d'aménagement des salles. Il est attendu du candidat qu'il renseigne à l'appui de son offre les éléments suivants : · La description de l'équipe dédiée à la prestation (postes, compétences, répartition des tâches) à laquelle sera joint des CV type et le savoir-faire des équipes pour procéder à la mise en place de salles complexes et espaces audiovisuels. · La description de la méthodologie envisagée pour assurer l'exécution et le suivi du marché (organisation, comitologie)

Pondération (points, valeur exacte) : 40

**Critère :**

**Type :** Prix

**Description :** Prix jugé sur 50 points à partir de la somme d'un panier de prestations Le prix du marché servant à comparer les offres sera déterminé sur la base de la somme totale d'un panier de prestations estimatif. Les quantités précisées dans le panier du présent marché ne sont en aucun cas un engagement contractuel de l'administration et ne sont données qu'à titre indicatif.

Pondération (points, valeur exacte) : 50

**Critère :**

**Type :** Qualité

**Description :** La qualité sociétale et environnementale de l'offre notée sur 10 points et analysée au regard des deux sous-critères suivants : -Performance environnementale de l'offre notée sur 6 points. Le soumissionnaire explique sa démarche de gestion et recyclage des déchets générés et reconditionnement dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre. Le soumissionnaire explique sa démarche relative à la réduction de son empreinte carbone dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre (hors déplacement de ses collaborateurs) Le soumissionnaire explique sa démarche relative au mode de déplacements durables utilisés par ses collaborateurs dans le cadre de l'exécution des prestations objets du présent accord-cadre Sous-critère RSE2 : Performance sociale de l'offre notée sur 4 points. Le soumissionnaire peut proposer des heures supplémentaires d'insertion sociale au-delà des exigences de la clause sociale mentionnée au CCAP et à l'annexe « Clause sociale » de l'annexe financière (350 heures pour la période initiale de 24 mois).

Pondération (points, valeur exacte) : 10

#### 5.1.11 Documents de marché

**Langues dans lesquelles les documents de marché (ou leurs parties) sont officiellement disponibles :** français

**Adresse des documents de marché :** <http://www.marches-publics.gouv.fr>

#### 5.1.12 Conditions du marché public

**Conditions de présentation :**

**Présentation par voie électronique :** Requise

**Adresse de présentation :** <http://www.marches-publics.gouv.fr>

**Langues dans lesquelles les offres ou demandes de participation peuvent être présentées :** français

**Catalogue électronique :** Non autorisée

**Variantes :** Non autorisée

**Date limite de réception des offres :** 11/04/2025 à 12:00

**Date limite de validité de l'offre :** 180 Jour

**Informations relatives à l'ouverture publique :**

**Date d'ouverture :** 11/04/2025 à 12:05

**Conditions du marché :**

**Le marché doit être exécuté dans le cadre de programmes d'emplois protégés :**

Non

**Facturation en ligne :** Requise

**La commande en ligne sera utilisée :** non

**Le paiement en ligne sera utilisé :** non

**Informations relatives aux délais de recours :** En application de l'article R2182-1 du Code de la commande publique, un délai de 11 jours entre la date de transmission par courriel du rejet de l'offre et la signature du marché sera respecté par l'administration. Durant ce délai, un référé précontractuel contre la procédure de passation du contrat peut être exercé. Le référé contractuel (L. 551-13 à L. 551-23, et R.551-7 à R. 551-10 du code de justice administrative) peut être introduit après la signature du contrat dans un délai de 31 jours, à compter de la publication d'un avis d'attribution du contrat au Journal officiel de l'union européenne (Joue) ou dans un délai de 6 mois, à compter du lendemain du jour de la conclusion du contrat, si aucun avis d'attribution n'a été publié ou si aucune notification de la conclusion du contrat n'a été effectuée ; Le recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat (CE, Ass., 4 avril 2014, Département de Tarn-Et- garonne, req. N o 358994) peut être introduit par tout tiers à un contrat administratif susceptible d'être lésé dans ses intérêts de façon suffisamment directe et certaine par sa passation ou ses clauses dans un délai de deux mois à compter de l'accomplissement des mesures de publicité appropriées

**5.1.15 Techniques**

**Accord-cadre :**

Accord-cadre, sans remise en concurrence

**Informations sur le système d'acquisition dynamique :**

Pas de système d'acquisition dynamique

**Enchère électronique :** non

**5.1.16 Informations complémentaires, médiation et réexamen**

**Organisation chargée des procédures de médiation :** Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**Organisation chargée des procédures de recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché :** Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours :** Tribunal administratif de Paris

**Organisation qui reçoit les demandes de participation :** Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**Organisation qui traite les offres :** Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

## Section 8 - Organisations

### 8.1 ORG-0002

**Nom officiel** : Secrétariat général du Ministère de l'économie des finances et de la Souveraineté industrielle et numérique

**Numéro d'enregistrement** : 13001334500017

**Département** : Service du numérique

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75012

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Point de contact** : Laetitia LORMIERES

**Adresse électronique** : laetitia.lormieres@finances.gouv.fr

**Téléphone** : 0618444818

**Rôles de cette organisation** :

**Acheteur**

**Organisation qui fournit des informations complémentaires sur la procédure de passation de marché**

**Organisation qui reçoit les demandes de participation**

**Organisation qui traite les offres**

**Organisation chargée des procédures de médiation**

### 8.1 ORG-0003

**Nom officiel** : Tribunal administratif de Paris

**Numéro d'enregistrement** : 17750005500013

**Adresse postale** : 7 rue de Jouy

**Ville** : Paris

**Code postal** : 75181

**Subdivision pays (NUTS)** : Paris ( FR101 )

**Pays** : France

**Adresse électronique** : greffe.ta-paris@juradm.fr

**Téléphone** : +33 144594400

**Télécopieur** : +33 144594646

**Rôles de cette organisation** :

**Organisation chargée des procédures de recours**

**Organisation qui fournit des précisions concernant l'introduction des recours**

## **Section 11 - Informations relatives à l'avis**

### **11.1 Informations relatives à l'avis**

**Identifiant/version de l'avis** : 2d528d5a-6da0-442f-9717-b3933b12dbdf - 04

**Type de formulaire** : Mise en concurrence

**Type d'avis** : Avis de marché ou de concession – régime ordinaire

**Date d'envoi de l'avis** : 11/03/2025 à 17:12

**Langues dans lesquelles l'avis en question est officiellement disponible** : français

### **11.2 Informations relatives à la publication**

---

**Date d'envoi du présent avis à la publication** : 11/03/2025